

**Adriana Rabinovich**

Cheffe du Projet
d'agglomération Lausanne-Morges.
Par Valérie Hoffmeyer

Les liens entre Smart City et aménagement du territoire sont aussi évidents en théorie qu'inexistants dans la réalité. Comment y remédier? Quelques pistes avec Adriana Rabinovich, qui pilote le Projet d'agglomération Lausanne-Morges (PALM).

Smart City. Deux mots qui sonnent bien à l'oreille. Smart pour intelligent, associé à City, qui renvoie à la plus noble et la plus ancienne manière d'évoquer la ville: la cité de l'Antiquité, lieu de liberté et d'autoadministration par ses habitants-citoyens. En version 2017, Smart City parle d'une ville intelligente qui a réussi sa transition numérique, une ville qui renseigne à chaque instant ses habitants connectés sur une multitude de services, qui touchent aussi bien à la santé, à la mobilité qu'à la qualité environnementale, entre autres. Rien d'étonnant à ce que ce concept séduise les milieux de l'économie et de la recherche, en particulier ceux liés aux technologies numériques. Depuis peu, en Suisse, s'y intéressent aussi les administrations publiques, fédérales, cantonales et communales, souvent via leurs départements de l'économie et de l'énergie. Certains élus se font même les chantres de la Smart City, voire du Smart Canton, selon la formule genevoise (*lire l'interview de Pierre Maudet en page 2*).

Mais curieusement, si le Smart City prône un concept de ville idéale, verte, connectée, propre, efficace et agréable à vivre, elle ne semble pas s'adresser, voire intéresser les acteurs de l'aménagement du territoire, urbanistes, architectes ou paysagistes. D'ailleurs dans le programme du Smart City Day qui a eu lieu en septembre à Genève, aucun représentant de ces métiers ne figurait au programme, contrairement à ceux des milieux de l'économie, de l'énergie et des nouvelles technologies. Lorsqu'on le sollicite sur ce thème, le DALE, le Département de l'aménagement du Canton de Genève, renvoie à ses communicants. Smart City serait-elle d'abord une affaire de marketing et d'économie numérique, plus orientée vers la communication et le business qu'en prise avec la réalité des villes?

Créer des ponts

Dans le canton de Vaud, Adriana Rabinovich, cheffe du Projet d'agglomération Lausanne-Morges (PALM), veut bien se lancer, tout en précisant d'emblée ne pas être « une spécialiste de la Smart City ». Mais cette architecte urbaniste d'origine argentine, venue de la pratique, de la recherche et des milieux internationaux, aime créer des ponts entre les mondes. Pourquoi pas entre celui de la Smart City et celui des projets d'aménagement du territoire à grande échelle? « Ce qui me semble le plus prometteur pour nous dans la Smart City, commente-t-elle, est d'une part cette forte capacité à communiquer, que nous devons développer d'avantage, il faut bien le reconnaître. Notre jargon est compliqué alors que le territoire et son aménagement concernent tout le monde. Il doit être plus accessible. D'autre part, je vois dans la Smart City une tendance naturelle à s'ouvrir aux idées nouvelles, quelle que soit leur provenance. Décloisonner, irriguer la pensée du territoire avec des idées nouvelles, aider à réfléchir autrement, voilà ce que les tenants de la Smart City pourraient nous apporter. Et bien sûr une connexion constante avec l'évolution technologique et ses impacts sur le territoire. Lorsqu'une ville informe en direct de la disponibilité de son offre de stationnement par exemple, elle aide à rationaliser les déplacements, participe à l'économie d'énergie, du sol et de la mobilité. Autant d'objectifs que nous partageons, même si nous les exprimons à une autre échelle. »

Et inversement, quels seraient les apports possibles? « Le territoire est le lieu où se rencontrent une multitude de domaines, que nous avons regroupés sous quatre volets: l'urbanisation, la mobilité, le paysage, l'environnement et l'énergie », dit-elle en feuilletant le volumineux Rapport de projet du PALM, publié en 2016. Tous ces thèmes figurent aussi, à différents degrés, dans le vocabulaire de la Smart City, mais sont appréhendés d'une tout autre manière. Par exemple: la gouvernance. Dans le diagramme expliquant ce qu'est la Smart City édité par le service qui en a la charge à la Confédération*, la gouvernance est un « secteur » comme un autre, au même titre que les bâtiments intelligents ou la mobilité. Or dans le cadre d'un projet d'agglomération, la gouvernance est centrale. « Dans les 41 projets d'agglomération pilotés par la Confédération à travers tout le pays, la question d'une gouvernance d'agglomération s'est posée. La création d'un quatrième échelon, en plus des échelons communal, cantonal et fédéral a été abordée. Mais il y a en Suisse une capacité à mener des projets négociés à toutes les échelles, aussi bien politiques que

«La question d'une gouvernance d'agglomération aurait nécessité la création d'un quatrième échelon, en plus des échelons communal, cantonal et fédéral.»

*Smart City est un service de la Confédération au sein du Département de l'Économie publique, ndlr.

techniques. Dans le PALM, c'est cette aptitude qui s'est imposée en termes de choix de gouvernance. Résultat, nous aboutissons, moyennant certes un important investissement en temps et en compromis, à un projet négocié, porté par l'ensemble de ses parties. D'autres pays sont-ils capables de cela ? » Pour le PALM, cela correspond à mettre d'accord 26 communes, un canton et à répondre à un cahier des charges très dense, établi par la Confédération. Tout cela constitue, au fil du temps, un savoir-faire considérable, avec ses réussites et ses échecs, une somme d'expériences très précieuse qui a tout à gagner à être partagée, et poursuivie à des échelles différentes, y compris en réseau international. Pourquoi pas au sein des démarches Smart City?

Pour l'heure, les deux Smart Cities suisses (*Genève et Carouge, lire l'article d'Émilie Nasel en page 10*) agissent à l'échelon communal, dans des domaines très précis et très en deçà des ambitions des projets d'agglomérations. Quelle serait, justement, la bonne échelle pour véritablement lancer la machine? «La Smart City débute en Suisse. Mais il est certain qu'à un moment donné, le pilotage à une certaine échelle sera indispensable. Dans le PALM, c'est le canton qui joue ce rôle: il n'est pas une autorité qui décrète, mais un pilote qui coordonne. Smart City a ou aura tôt ou tard besoin de ce savoir-faire-là. Parlons-en!» ■